Jahr, Christoph, *Antisemitismus vor Gericht. Debatten über die juristische Ahndung judenfeindlicher Agitation in Deutschland (1879-1960)*

Heidi Knörzer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6536>

DOI : 10.4000/ifha.6536

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Heidi Knörzer, « Jahr, Christoph, *Antisemitismus vor Gericht. Debatten über die juristische Ahndung judenfeindlicher Agitation in Deutschland (1879-1960)* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6536> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6536>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Jahr, Christoph, *Antisemitismus vor Gericht. Debatten über die juristische Ahndung judenfeindlicher Agitation in Deutschland (1879-1960)*

Heidi Knörzer

- ¹ L'historiographie allemande s'est d'ores et déjà penchée sur les liens entre antisémitisme et justice. Il existe notamment des travaux sur le rôle des juifs dans la justice, sur le travail juridique d'organisations juives d'auto-défense comme le Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens ou encore sur l'antisémitisme dans la justice. En revanche, la poursuite judiciaire d'actes antisémites n'a jusqu'à présent que peu été traitée. C'est cette lacune que C.J. entend combler par son ouvrage *Antisemitismus vor Gericht. Debatten über die juristische Ahndung judenfeindlicher Agitation in Deutschland (1879-1960)* qui est la publication de son habilitation à diriger des recherches. L'historien allemand veut comprendre à l'exemple de l'antisémitisme « à quel moment, dans le passé, la diffamation systématique d'un groupe de la population (...) fut considérée comme un délit, comme un comportement souhaité par la norme ou, au contraire, comme un comportement suscitant l'indignation morale et le scandale » (p. 14). Au vu d'un tel objectif, il est tout à fait judicieux d'étaler la période considérée entre 1879, l'année où l'antisémitisme moderne se constitue en mouvement politique, et 1960. C'est en effet en 1960 que le paragraphe §130 du code pénal allemand sur l'incitation à la haine des classes, introduit sous l'Empire allemand, est renforcé suite à une nouvelle vague d'antisémitisme qui touchait la République fédérale entre décembre 1959 et janvier 1960. En analysant la législation et la pratique pénale en matière d'antisémitisme à travers un large éventail de sources (actes d'accusation, jugements, demandes de révisions, articles de presse), C.J. ne se limite pas seulement à quelques procès-clés mais s'intéresse également aux débats que ces derniers suscitaient parmi les juristes, les politiques et au sein de l'opinion publique.

- 2 L'introduction consacrée à l'exposition des prémisses méthodologiques et théoriques est suivie d'un chapitre où l'auteur rappelle la genèse de l'antisémitisme moderne au XIXe siècle ainsi que l'organisation de la justice allemande. Avant la proclamation de la loi fondamentale en 1949, c'est le Code pénal du Reich (Reichsstrafgesetzbuch) de 1871 qui fournit la base juridique à partir de laquelle des actes antisémites pouvaient être sanctionnés. Il s'agit essentiellement du paragraphe § 130 cité ci-dessus sur l'incitation à la haine des classes, du paragraphe § 166 sur l'insulte à caractère religieux et du paragraphe § 185 sur l'injure (p. 71). Comme C. J. le montre très bien, cette législation ne permettait pas de poursuivre systématiquement les délits antisémites (p. 76). Dans les chapitres III, IV et V qui constituent la principale partie de son livre, C.J. se propose d'étudier « des cas d'agitation antisémite, les réactions des personnes concernées et celles de la justice à l'égard de ces actes ainsi que les débats qu'ils ont suscités au parlement et dans la presse » (p. 24).
- 3 De cette étude magistralement menée résulte pour l'Empire allemand que celui-ci était loin de respecter les droits fondamentaux du citoyen. Comme C.J. le souligne très bien, la justice avait tendance à réagir aux actes d'antisémites notoires comme Hermann Ahlwardt avec « un désintérêt manifeste » ou avec « une neutralité bienveillante » (p. 240) sauf quand leur agitation politique remettait en cause les autorités de l'État. L'antisémitisme n'était certes pas accepté comme norme, comme c'était le cas sous le nazisme (p. 285), il n'en était pas moins considéré comme « normal » et, par conséquent, ne suscitait pas d'indignation morale. La situation sous la République de Weimar était plus ambiguë : si l'antisémitisme qui connaissait une nette radicalisation, était considéré comme un danger pour la République et la démocratie, il n'était que rarement poursuivi par la loi concernant la protection de la République de 1922 (Republiksschutzgesetz). Il faudra attendre les années 1950 pour que l'idée d'une incompatibilité fondamentale entre antisémitisme et démocratie s'impose. Ce n'est qu'en 1960, après la modification du paragraphe §130, qu'est introduite, dans la législation allemande, une sanction pénale contre le discours incitant à la haine raciste. Mais, selon C.J., la période après 1945 se distingue des précédentes aussi d'un autre point de vue : pour la première fois dans l'histoire allemande, l'antisémitisme suscite l'indignation morale (p. 396).
- 4 C.J. nous livre ici un travail de pionnier dont la lecture est extrêmement éclairante pour comprendre non seulement l'évolution mais aussi les enjeux et les limites de la jurisprudence en matière d'antisémitisme. Nul explorateur de ce terrain difficile ne peut se dispenser de le consulter.
- 5 Heidi Knörzner (École Polytechnique, Paris)